

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1458 - 8 février 1990 - 3,5 F

D 1458 PANAMA: INTERVENTION MILITAIRE NORD-AMÉRICAINE

Baptisée "Opération juste cause", l'intervention nord-américaine du 20 décembre 1989 avait officiellement quatre objectifs, conformément aux déclarations du président Bush: "Sauvegarder la vie des citoyens américains, aider à restaurer la démocratie, protéger l'intégrité des traités du canal de Panama et traduire le général Noriega en justice." Quelque 27.000 soldats américains -12000 présents en permanence dans la zone du canal et 15.000 de renfort - ont participé à l'opération. Terminée le 3 janvier 1990 par la reddition du général Noriega (cf. DIAL D 1435) qui s'était réfugié à l'ambassade du Vatican à Panama le 24 décembre précédent, l'intervention des Etats-Unis s'est soldée par un bilan de 320 militaires tués, dont 23 américains; le gouvernement nord-américain fait état de 320 civils tués, mais les chiffres du côté panaméen oscillent entre 2000 et 5000 tués. Les destructions dans la capitale sont particulièrement importantes dans le quartier populaire du Chorillo, dégâts estimés à 600 millions de dollars par les Etats-Unis. Le nouveau gouvernement panaméen estime à 2 milliards de dollars le montant nécessaire à la relance économique du pays. En fin janvier le président Bush annonçait que les Etats-Unis allaient accorder une aide d'un milliard de dollars.

Cette spectaculaire intervention - après les dernières en date à Saint-Domingue en 1965, puis dans l'île de la Grenade en 1983 - a été condamnée par l'Organisation des Etats américains (OEA) et par le Groupe de Rio (les sept pays latino-américains impliqués dans la recherche de la paix en Amérique centrale). Par contre, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont opposé leur veto à une résolution de condamnation présentée au Conseil de sécurité des Nations-Unies par la Yougoslavie au nom des pays non-alignés.

Quant au président Guillermo Endara, vainqueur frustré des élections de mai 1989, il a prêté serment dès le premier jour de l'intervention sur une base militaire sous contrôle nord-américain. Assisté des vice-présidents Ricardo Arias et Guillermo Ford, il négocie pour l'heure l'aide économique internationale. Conformément au traité sur le canal de 1977 (cf. DIAL D 397), un Panaméen a, le 1er janvier 1990, remplacé les Nord-Américains à la tête de l'administration du canal.

Le commentaire ci-dessous sur l'intervention armée des Etats-Unis, paru dans *Noticias Aliadas* du 18 janvier 1990, émane du jésuite panaméen Xabier Gorostiaga, directeur de la CRIES (Coordination régionale d'enquêtes économiques et sociales), dont nous avons déjà publié certaines analyses sur l'Amérique centrale (cf. DIAL D 924, 1193 et 1431).

Note DIAL

INTERVIEW DE XABIER GOROSTIAGA ANCIEN CONSEILLER DU GOUVERNEMENT TORRIJOS POUR LES ACCORDS DE 1977 SUR LE CANAL

par Millie Thayer

Question - Dans le contexte régional qu'a représenté l'invasion du Panama par les Etats-Unis?

Tout d'abord il convient de dire que la détente actuellement en cours sur le plan international n'existe pas en Amérique centrale. Cette région reste enfermée dans la guerre froide. A l'heure où tombe le mur de Berlin, on voit par contre se renforcer la muraille centro-américaine, en particulier autour du Canal de Panama.

D 1458-1/3

Par ailleurs on constate aisément que l'Amérique latine manque actuellement d'unité d'action, de capacité de réplique commune. Par exemple le Mexique traite à sa façon la dette extérieure, l'Argentine entretient des rapports particuliers avec les Etats-Unis, et le Brésil, avec l'élection du président Mello de Collor, prend ses distances par rapport au Groupe des huit, ce groupe de pays latino-américains qui soutiennent l'effort de paix en Amérique centrale.

Q. - Apparemment le général Manuel Antonio Noriega représentait la défense de la souveraineté panaméenne. Mais pour beaucoup de gens son comportement a précipité les événements. Qu'en pensez-vous?

Je pense que la leçon importante que nous donnent les peuples d'Amérique centrale, c'est que la souveraineté nationale doit avoir partie liée avec la souveraineté populaire, et que faire reposer la souveraineté nationale sur des personnages aussi corrompus qu'un Noriega n'est aucunement bénéfique.

Le fait que Noriega ait été incapable de résister et ait laissé au peuple le soin de réagir spontanément en affrontant l'envahisseur - le sous-prolétariat lui-même a défendu la souveraineté nationale, mais en sabotant par la même occasion une économie qui ne lui permettait plus dernièrement de survivre - ce double fait est le signe de la terrible confusion intérieure qui règne au Panama. Je dirais qu'en ces temps de Noël, le peuple panaméen a maudit l'invasion nord-américaine, mais aussi Noriega et ce qu'il symbolisait. Et c'est cela qui avait provoqué la passivité chez les gens, comme fruit du désenchantement et de la désillusion. Mais je crois que le nationalisme rejaillira très vite, car c'est un sentiment que le peuple panaméen n'a jamais perdu.

Q. - Le gouvernement a justifié l'invasion du Panama en disant qu'elle était nécessaire à la protection des citoyens nord-américains dans ce pays, à la sécurité de fonctionnement du canal, à la comparution du général Noriega devant les tribunaux et au rétablissement de la démocratie. Quelle est la valeur de ces arguments?

Nulle. Aucune des justifications invoquées pour l'intervention au Panama ne tient. L'invasion et l'occupation du Panama n'ont pas été faites pour défendre le canal, puisque c'est précisément à cause de l'arrivée des troupes d'occupation que, pour la première fois en soixante-quinze ans, le canal a été fermé; ce n'est pas par la faute des Panaméens mais par celle de l'invasion. Par ailleurs on doit noter que l'invasion a eu lieu peu de temps avant le 1er janvier 1990, date à laquelle l'administration de la Compagnie du canal est passée aux mains des Panaméens. Les Etats-Unis ont désormais au Panama un gouvernement aux ordres; les représentants panaméens dans la Compagnie du canal correspondront objectivement aux intérêts nord-américains.

Quant aux citoyens nord-américains au Panama, ils n'ont jamais autant été menacés que depuis cette nouvelle situation. C'est l'invasion du Panama qui les a mis en danger.

Aucun de ces arguments ne peut justifier une invasion qui a probablement coûté plus de mille morts, et provoqué des souffrances terribles et une très importante destruction du pays.

Bien sûr, aujourd'hui au Panama, il y a sans doute un gouvernement plus décent mais ce ne sera pas un régime démocratique car la démocratie ne s'instaure pas de cette façon. Plus les troupes nord-américaines resteront dans le pays, plus l'instauration de la démocratie sera difficile au Panama. Un gouvernement qui se constitue et prête serment sur une base militaire nord-américaine naît avec un péché originel qui lui sera difficilement pardonné. La décence demanderait que des élections générales soient organisées à court terme sous contrôle international.

Ce serait là, à mon sens, la condition d'une paix stable au Panama et de la légitimité d'un gouvernement qui serait reconnu par tous les pays d'Amérique latine.

Q. - Quelles sont les conséquences de l'invasion sur l'effort de paix dans la région?

L'intervention nord-américaine brise ce qu'on pourrait appeler l'esprit d'Esquipulas (1) fait de réflexion, de négociation, de dialogue et de respect du droit international. Sur ce point l'invasion du Panama nous ramène à l'époque coloniale de l'histoire de l'Amérique centrale au début du siècle.

Q. - Pensez-vous qu'actuellement le Nicaragua risque davantage d'être envahi?

Après un coup de force réussi, la tentation est grande de chercher à le prolonger. Et c'est ce qui se passe. La perquisition de la résidence de l'ambassadeur nicaraguayen au Panama, les vols nocturnes au-dessus du territoire nicaraguayen, le langage reaganien repris par le gouvernement Bush, autant de signes d'une menace latente. Dans ce contexte, l'attitude défensive prise par le Nicaragua s'explique.

Je pense cependant que les Etats-Unis doivent réfléchir sérieusement sur ce point. Les conditions au Panama ne sont pas celles du Nicaragua. La résistance au Panama a été inorganisée, et s'est produite au niveau populaire. Les Forces de défense panaméennes sont une institution de type policier; par le traité sur le canal, les Etats-Unis ne les ont pas autorisées à avoir un armement défensif: c'est ainsi qu'elles n'ont ni canons ni avions, par exemple. De plus, en raison de la corruption régnante sous le régime Noriega et de leur inaptitude au combat, loin de répliquer à l'envahisseur elles se rendent et se désagrègent.

Pourtant, malgré les conditions extraordinairement favorables pour eux au Panama - rappelant celles de la Grenade (2) - les Etats-Unis ont connu des difficultés. Qu'en serait-il alors au Nicaragua si les Etats-Unis s'y aventuraient? Je pense que ce serait pour eux une défaite politique et militaire. Et cela ils le savent. Car, malgré la crise économique et la fatigue par laquelle passe logiquement tout mouvement politique, y compris révolutionnaire, le Front sandiniste dispose toujours d'une majorité dans la population. Ce sont des gens qui non seulement vont voter pour les sandinistes, mais sont aussi des militants proches du projet révolutionnaire du Front sandiniste. Le Pentagone, à mon sens, en a parfaitement conscience.

[1] Les accords de paix de 1987. Cf. DIAL D 1231 et 1396 [NdT].

[2] Intervention nord-américaine du 25 octobre 1983, suite au coup d'Etat sanglant contre Maurice Bishop par des militaires marxistes. L'opération menée par 6.000 hommes était officiellement terminée le 2 novembre suivant [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)